



L'Université Joseph KI-ZERBO  
L'Académie d'Enseignement et de Recherche  
(ARES-Belgique)



## Colloque COVID-19

***RÉAGIR À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 AU BURKINA FASO***

***Contributions croisées de trois réseaux d'enseignants-chercheurs :  
Mathématiques,  
Sciences Médicales et Biologiques,  
et Sciences Humaines et Sociales***

**22-23 octobre 2020, Ouagadougou, Burkina Faso**

# Quand la COVID-19 vient complexifier la situation des personnes déplacées internes (PDI)

**Adama Dembele<sup>1\*</sup>, Simplicie S. Yameogo<sup>2</sup>, Florence de Longueville<sup>3</sup>, Pierre Ozer<sup>1,4</sup>**

<sup>1</sup> Département des Sciences et Gestion de l'Environnement, ULiège, Belgique

<sup>2</sup> Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire, Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-Agricoles, Burkina Faso

<sup>3</sup> Département de Géographie, UNamur, Belgique

<sup>4</sup> The Hugo Observatory, ULiège, Belgique

## Introduction

La COVID-19, dès son avènement, a contraint les autorités burkinabè à prendre des mesures restrictives afin de limiter sa propagation. Les Personnes Déplacées Internes (PDI), fuyant le terrorisme, se sont retrouvées piégées par ces mesures restrictives.

L'objectif global de notre étude est de montrer les impacts de la COVID-19 sur les PDI localisées à Kongoussi.

## Méthode

Des enquêtes ont été menées auprès de 106 PDI au moyen d'un questionnaire. Ce dernier comportait des questions fermées mais surtout ouvertes afin de permettre aux interviewés de mieux s'exprimer sur l'évolution de leurs conditions de vie durant la crise sanitaire. L'enquête a été menée du 3 au 8 mai 2020 dans la commune de Kongoussi.

## Résultats et discussion

L'enquête menée auprès des PDI a permis de mettre en avant les trois besoins prioritaires pendant la période de confinement (du 27 mars au 5 mai) : une aide alimentaire (89,6 %), une aide financière (80,2 %) pour faire face à la perte des revenus entraînée par la cessation de l'activité économique et à la hausse des prix des denrées alimentaires, et une aide au logement (41,5 %) suite aux inondations.

La mise en quarantaine de Kongoussi a profondément modifié le quotidien des PDI. En effet, avant la COVID-19, 90% des personnes interrogées travaillaient dans le secteur informel et pendant la période de confinement, 84,9 % n'ont eu aucune activité génératrice de revenus. Les 15,1 % qui ont pu continuer à travailler ont déclaré des activités fortement réduites. Le manque de moyens de transport pour se rendre au travail, la fermeture des marchés/yaars, des maquis/bars et/ou l'instauration du couvre-feu ont eu donc, pour conséquence de priver de nombreuses PDI de leurs revenus de subsistance. Ainsi, une enquêtée expliquait : *« J'aide une dame à vendre de l'attiéké. Cette activité étant nocturne, elle est beaucoup perturbée par le couvre-feu. Donc, je n'arrive plus à gagner de l'argent pour faire face à mes dépenses »*.

Les mesures restrictives ont aussi eu pour effet de réduire l'aide reçue par les PDI, augmentant davantage leurs vulnérabilités socio-économiques. Des commerçants, agissant le plus souvent directement ou via des associations pour fournir un soutien alimentaire aux PDI, ont été contraints de réduire leur aide en raison d'une baisse de leurs propres revenus. Aussi, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la Croix Rouge ont dû réduire de 20 % leur couverture d'assistance humanitaire envers les PDI entre mars et avril 2020 à cause de l'insécurité et la COVID-19. D'où une baisse du

nombre de repas quotidiens des PDI. À cela s'est ajoutée une hausse du prix des denrées alimentaires, constatée par 73,4 % des personnes interrogées.

### Conclusion

L'instauration du couvre-feu, la suspension des transports, la fermeture des marchés/yaars ainsi que des maquis/bars ont eu pour conséquence l'amenuisement des moyens de subsistance des PDI.